



## Organisation des Nations Unies

### CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 07 DECEMBRE 2016

**Charles Antoine Bambara:** *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

#### Déclaration attribuable au porte-parole du Secrétaire général sur la République démocratique du Congo

Le Secrétaire général se félicite de l'annonce de la poursuite de la médiation menée par la Conférence épiscopale des églises du Congo (CENCO) afin de parvenir à un consensus plus inclusif sur la tenue des élections en République démocratique du Congo (RDC). Il prend note du soutien et des encouragements exprimés par le Président Kabila à l'égard de la médiation de la CENCO et de la disponibilité déclarée du Rassemblement de l'opposition à rester engagée dans le dialogue.

Le Secrétaire général exprime son soutien à la médiation menée par la CENCO. Il appelle tous les acteurs politiques en RDC à se réengager dans cette médiation.

Moins de deux semaines avant la fin du second et dernier mandat du Président Kabila, le Secrétaire général souligne la nécessité de poursuivre, de manière déterminée, ce processus mené par les Congolais eux-mêmes, afin de parvenir à une solution consensuelle et pacifique à l'impasse actuelle.

New York, le 6 décembre 2016

#### Déclaration du président du Conseil de sécurité sur la situation en RDC

Le Président du Conseil de sécurité des Nations Unies, M. Roman Oyarzun Marchesi, a fait lundi soir une déclaration devant le Conseil, à la suite de leur visite effectuée en RDC, du 11 au 13 novembre dernier.

Dans cette déclaration, le président affirme que le Conseil de sécurité suit de très près l'évolution récente de la situation politique en RDC et demeure préoccupé par le risque de déstabilisation que l'absence de règlement rapide et consensuel de la crise politique actuelle fait peser sur le pays et la région dans son ensemble, comme en témoignent les violences des 19 et 20 septembre dernier.

Le Conseil prend acte de l'accord politique conclu le 18 octobre et note la désignation d'un nouveau Premier ministre. Il est encouragé par l'engagement unanime des acteurs congolais à empêcher la déstabilisation et à continuer de tenir des discussions ouvertes à tous, afin de parvenir à un large consensus, en vue de l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres, justes, crédibles, ouvertes à tous, transparentes, pacifiques et dans

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

les meilleurs délais, menant à une transmission pacifique du pouvoir, conformément à la Constitution congolaise, afin d'assurer la stabilité, le développement et la consolidation de la démocratie constitutionnelle en République démocratique du Congo.

Le Conseil salue par ailleurs, les efforts de médiation actuellement menés par la Conférence épiscopale nationale du Congo et demande à tous les acteurs politiques de continuer à collaborer, de bonne foi et dans un esprit de compromis, à la recherche d'une solution politique rapide, avant le 19 décembre, qui ouvre la voie à la tenue le plus rapidement possible d'élections pacifiques, crédibles, ouvertes à tous et dans les meilleurs délais en RDC.

Le Conseil exhorte ensuite le Gouvernement et toutes les autres parties concernées, à créer les conditions nécessaires pour que les élections soient libres, justes, crédibles, ouvertes et transparentes, comme il est rappelé dans sa résolution 2277 pour qu'elles s'accompagnent d'un débat politique libre et constructif, et pour que soient assurés la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion, un accès équitable aux médias, y compris aux médias d'Etat, et la sécurité et la liberté de circulation de tous les candidats, ainsi que des observateurs et témoins, des journalistes, des défenseurs des droits de l'Homme et des acteurs de la société civile, notamment des femmes.

Le Conseil tient à souligner le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, notamment le droit de réunion pacifique et l'appel à la retenue lors des manifestations.

### Briefing du SRSG au Conseil de sécurité sur la RDC

Le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et chef de la MONUSCO, Monsieur Maman Sambo Sidikou, a briefé lundi soir le Conseil de sécurité sur la situation en RDC.

Il affirme qu'à deux semaines de la fin constitutionnelle du deuxième et dernier mandat du Président Kabila et plus de six semaines après la signature de l'accord politique global pour l'organisation d'élections apaisées, crédibles et transparentes du 18 octobre dernier, la situation politique demeure « incertaine et volatile » en RDC.

Maman Sidikou a aussi expliqué que les positions de la Majorité présidentielle et du Rassemblement, coalition des partis de l'opposition, « n'ont pas sensiblement évolué ».

« Alors que la Majorité présidentielle continue de rejeter le principe d'un deuxième dialogue, le Rassemblement insiste sur la tenue d'un dialogue "réellement inclusif" », a indiqué le chef de la MONUSCO.

Il a par ailleurs évoqué un « sentiment d'appréhension » à l'approche de la date du 19 décembre.

Il a indiqué que la mission onusienne a actualisé son plan d'urgence tout en ajustant sa posture, afin « d'atténuer la violence à caractère politique et protéger les civils, dans la limite de ses ressources disponibles ».

« La Mission a renforcé sa présence à Kinshasa pour mettre en œuvre son mandat de protection des civils. A Kinshasa, Goma et Lubumbashi, trois équipes mobiles ont été mises en place pour surveiller et signaler les

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

restrictions et les violations des droits de l'Homme et des espaces politiques».

Maman Sidikou a cependant estimé que « c'est la volonté politique des principaux acteurs politiques qui déterminera la façon dont les tensions réelles et existantes seront gérées ».

### **Activités des Composantes de la MONUSCO**

- **Section Protections de l'enfant**

Les enfants continuent à être les principales victimes des conflits armés en RDC. Au mois de novembre, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO et ses partenaires ont documenté 154 violations graves des droits de l'enfant. Ceci comprend notamment la séparation de 49 garçons et de 6 filles des groupes armés. La grande majorité de ces enfants ont été recrutés en 2016, alors que deux d'entre eux étaient associés à des groupes armés depuis 2013.

Les principaux auteurs de ces recrutements sont les groupes armés Nyatura, FDLR-FOCA et un nouveau groupe armé du nom de Corps du Christ opérant dans le territoire de Beni. Quatorze filles ont également été victimes de viols ou de violences sexuelles par les parties au conflit. Quatre de ces violences ont été perpétrées par des groupes armés et dix par des agents de l'Etat. La plus jeune des victimes de violence sexuelle avait trois ans.

La Section protection de l'enfant a également documenté les cas de 58 enfants tués ou blessés en raison de la violence liée au conflit. Le meurtre et la mutilation d'enfants est non seulement la violation la plus documentée au mois de novembre, mais de plus, il s'agit de l'une des premières fois qu'un si grand nombre de meurtres et mutilations d'enfants est enregistré.

Le 27 novembre, les éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe ont attaqué un camp de déplacés à Luhanga dans le territoire de Lubero, tuant 18 enfants et en blessant 14 autres, dont plusieurs bébés, à l'aide de fusils et de machettes. Les enfants blessés ont été évacués par la MONUSCO vers des hôpitaux de Goma, mais un enfant de trois ans a malheureusement succombé à ses blessures au cours de l'évacuation médicale.

- **Section DDRRR**

### **Point sur les activités de la section Démobilisation, Désarmement et Rapatriement (DRR)**

Depuis le début de cette année 2016, la Section DDR/RR de la MONUSCO a rapatrié au Rwanda :

- 153 ex-Combattants FDLR
- 14 enfants associés aux Groupes Armés.
- 254 dépendants

La Section a également rapatrié 3 anciens combattants FDLR et 9 dépendants en Ouganda et 1 dépendant au Burundi

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Leurs motivations varient très souvent. La seule justification selon les membres de la section DDRRR qui reste plausible est que les ex-combattants FDLR sont fatigués « de vivre dans la brousse » et estiment que les FDLR ne réalisent pas leurs objectifs stratégiques, surtout après la dissidence qu'a connue le groupe avec la création du CNRD, le Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie.

Actuellement, il y a 299 désarmés, non démobilisés dans les 3 Camps du Programme de Désarmement Volontaire: 186 à Kisangani, 45 à Walungu et 68 à Kanyabayonga, outre les 1059 dépendants.

Pour l'année 2016, jusqu'ici la MONUSCO DDR/RR a traité les dossiers de :

- 276 ex-combattants congolais
- 216 ex-combattants étrangers
- 382 enfants congolais associés aux groupes armés
- 23 enfants étrangers associés aux groupes armés

- **Section genre de la MONUSCO**

La Section Genre de la MONUSCO en collaboration avec ONU Femme a cofinancé l'organisation d'une journée d'échanges des femmes du Nord-Kivu tenu mercredi 30 novembre à Goma, sur l'implication des femmes politiques et de la société civile au processus de négociation de paix et à la gestion des affaires publiques.

L'activité a été organisée dans le cadre de la commémoration du 16<sup>ème</sup> anniversaire de la Résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité par **“Sauti ya mama mukongomani” (La Voix des Femmes)**, une Plateforme d'échanges et de plaidoyer qui regroupe plus de 40 organisations de la société civile du Nord-Kivu.

L'objectif était de renforcer l'équité de genre dans les instances décisionnelles, afin d'améliorer la représentativité des femmes à tous les niveaux : local, provincial et national (l'administration territoriale ; municipale, gouvernement provincial, l'administration publique ; gouvernement national ; les institutions étatiques, la représentation diplomatique extérieure, les postes nominatifs et au processus de négociation).

Mobiliser les autorités et les partis politiques pour la promotion de la participation de la femme au choix des candidatures féminines.

Mobiliser les médias à travers un point de presse pour permettre aux femmes de s'exprimer par rapport à la gestion du pays.

Cette journée de réflexion a donné l'opportunité aux femmes d'élaborer un Cahier de charges qui contient leurs revendications adressées au gouvernement de la RDC mais aussi, à la communauté internationale.

---

### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Soulignons que des stratégies de plaidoyer entre autres ont été dégagées, pour assurer que ces revendications parviennent aux autorités nationales et internationales.

Et les femmes ont également pris l'engagement d'accompagner le processus de démocratisation en RDC, tout en établissant une liste des potentielles femmes capables de participer au gouvernement de large union nationale et à tous les processus de négociation de paix. Notons que plus de 70 participants ont pris part à cette journée dont les femmes membres des partis politiques, femmes responsables des organisations de la société civile et les femmes leaders locaux des différents services publics et privés, ainsi que les autorités locales.

Rappelons qu'une activité similaire sera organisée en RDC par le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général en partenariat avec la MONUSCO pour les femmes de la sous-région des Grands lacs, en Février 2017.

### Information publique/ Dungu

- **Célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida à Dungu**

Le Bureau de l'Information publique en collaboration avec le contingent marocain et en partenariat avec Forum de la presse locale, a organisé le jeudi 1er décembre 2016, une conférence-débat autour des thèmes: «*Problématique du VIH/SIDA et les différents modes de transmission*» et «*Sanctions pénales relatives à la transmission délibérée des infections sexuellement transmissibles et incurables*».

Cette conférence s'est tenue dans la salle de conférence de la MONUSCO/ Dungu, en présence d'une centaine de participants dont 60 femmes, parmi lesquels, des représentants des autorités locales, des membres de la société civile, des journalistes, des étudiants, ainsi que des chefs de Sections substantives.

Le représentant du chef de Bureau de la MONUSCO/ Dungu, Leonidas Nkingiye, a, le premier, lu le message du Secrétaire général de l'ONU, ensuite, les différents spécialistes qui se sont succédés ont tour à tour développé les deux thèmes de la journée, tout en conseillant aux participants l'usage du préservatif, la limitation de partenaires sexuels, et surtout de se méfier des tests faits à travers les applications des téléphones portables.

S'en est suivi un débat riche de partage d'expériences et de conseils. A la fin de la conférence, l'Administrateur adjoint du territoire de Dungu, M. Jean-Pierre Atena, a remercié la MONUSCO pour cette séance de sensibilisation au profit de la population, en l'occurrence de la jeunesse de Dungu. Il a également conseillé aux participants de faire la restitution au sein des différentes communautés. Car dit-il, « ce fléau est une affaire de tous. Donc, nous devons le combattre ensemble».

- **Célébration de la Journée internationale des personnes handicapées à Dungu**

La Section du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme de la MONUSCO-Dungu, en partenariat avec la Division des Affaires sociales, a célébré la Journée internationale des personnes handicapées ce samedi 3 décembre 2016, à travers l'organisation d'un atelier de sensibilisation au profit des personnes handicapées et des activistes des droits de l'Homme. Les activités ont tourné autour des témoignages, des plaidoyers en faveur de cette catégorie de la société et l'état des lieux de ces personnes.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

La cérémonie officielle, qui a réuni près de 150 personnes dont une centaine de femmes, a été présidée par l'Administrateur adjoint du territoire de Dungu, Jean-Pierre Atena.

Pour sa part, Jean Paul Mbolihundele, représentant de l'Association des personnes vivant avec handicap (APVH), a interpellé la Communauté internationale sur l'application des différentes résolutions en faveur des personnes handicapées : *«La Communauté internationale doit toujours veiller sur la bonne application des résolutions en faveur de notre catégorie, en cherchant ensemble avec les autorités de la RD Congo, afin de trouver les voies et moyens de résoudre nos problèmes sans aucune distinction».*

Les membres de la société civile présents à cette journée d'information, ont tout d'abord salué cette initiative et se sont engagés à saisir cette opportunité pour sensibiliser à leur tour toute la population au respect des droits de cette catégorie sur l'ensemble du territoire de Dungu.

### Information publique/ Nord-Kivu

- **Commémoration de la journée mondiale de lutte contre le VIH/ Sida**

Le Programme national multisectoriel de lutte contre le SIDA, l'Union congolaise des personnes vivant avec le VIH (UCOP+) et la MONUSCO-Beni, ont commémoré ensemble la journée mondiale de lutte contre le VIH/ Sida ce 1<sup>er</sup> décembre.

Au-delà d'une cérémonie marquée par les discours du Maire de la ville de Beni, le Directeur par intérim du Bureau de la MONUSCO à Beni et des prestations culturelles dont celles d'un groupe théâtral de Beni, les médecins des contingents de la Force de la MONUSCO ont sensibilisé les habitants de Beni sur la prévention contre le VIH/ Sida et proposé à ceux qui le souhaitent de bénéficier d'un dépistage anonyme et volontaire afin qu'ils connaissent leur statut sérologique.

- **Mission d'une équipe conjointe de protection dans la zone de Luhanga**

La MONUSCO a envoyé une équipe conjointe de protection dans la zone de Luhanga. Du 3 au 9 décembre, cette équipe va s'entretenir avec les autorités civiles et militaires présentes dans la zone ainsi que les représentants communautaires. L'objectif est d'évaluer la situation sécuritaire, d'explorer les possibilités d'appuyer un dialogue communautaire pour une cohabitation pacifique et de documenter les violations des droits humains.

Par ailleurs, la police de la MONUSCO a appuyé le déploiement à Luhanga de 15 policiers de la Police nationale congolaise. Ce redéploiement a été décidé par la PNC dans le but de renforcer la sécurité suite aux événements du 27 novembre 2016 à Luhanga/ Lubero. A cette occasion, la police de la MONUSCO s'est entretenue avec le responsable de ce détachement de la PNC sur l'importance du respect des droits humains et du respect de la déontologie policière dans leur mission de la protection des personnes et des biens.

### **Police MONUSCO (UNPOL)**

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Du 28 novembre au 2 décembre 2016, l'unité d'appui à la lutte contre la criminalité organisée de UNPOL, a dispensé une formation en collaboration avec leurs homologues de la Direction Générale des Ecoles et des Formations. Cette formation a pu être mise en œuvre grâce à l'appui du partenaire financier GIZ.

Le général Bideko, Directeur général des écoles et formations, a d'emblée adhéré à ce projet et l'a appuyé jusqu'à son terme en offrant l'usage d'une salle de cours et en désignant des formateurs PNC parmi les hauts responsables de la Police Judiciaire.

La session a été officiellement ouverte par le Général Bideko en présence de la représentante de GIZ et du coordinateur de la formation UNPOL.

Plusieurs thèmes ont été exploités notamment : la Procédure pénale et Droit pénal spécial, la Perquisition et saisies, les Techniques d'audition et garde à vue, la Lutte contre les stupéfiants, la Criminalité économique et financière, la Cybercriminalité, la Direction d'enquêtes complexes, les Techniques spéciales d'enquête et le Rôle de la Police Technique et Scientifique.

Au terme de la formation, les 30 apprenants se sont vus remettre une attestation de stage lors de la cérémonie de clôture présidée par le Général Bandombele, adjoint au DGEF. Dans son discours de clôture, le Général Bideko a remercié les formateurs pour leur investissement et souligné l'importance de la matière pour le renforcement des capacités de la police judiciaire congolaise.

La Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC, MONUSCO, a lancé officiellement ce vendredi 2 décembre 2016, la Stratégie Opérationnelle de Lutte contre l'insécurité à Uvira "SOLIUV".

La cérémonie a été co-présidée par les Commissaires généraux de la Police nationale congolaise, Charles Bisengimana et de la Police MONUSCO, Awalé Abdounasir. C'était en présence d'une belle brochette de personnalités, notamment du Gouverneur de la province du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo, du Commissaire provincial de la Police nationale du Sud-Kivu et du Chef de Bureau de la MONUSCO Sud-Kivu, Charles Frisby.

Dans son mot de bienvenue, l'Administrateur du Territoire d'Uvira, Samuel Lungenga Lenga, s'est d'abord félicité de l'excellente collaboration qui a toujours caractérisé les relations entre la MONUSCO et les autorités locales ; Il a ensuite rappelé les différents appuis de la Mission Onusienne à son entité, avant de faire le vœu que cette nouvelle intervention de la MONUSCO, qui ne sera certainement pas la dernière a-t-il précisé, contribue à faire diminuer sensiblement la criminalité dans la Cité d'Uvira.

C'est ainsi que conformément à son mandat de protection des civils et pour répondre à cette doléance de la PNC, la MONUSCO a mis en place cette Stratégie de lutte contre l'insécurité à Uvira, à travers la SOLIUV. Des containers ont d'abord ainsi été offerts à la PNC et disposés à certains endroits « chauds » de la Cité. Ensuite, des rations alimentaires et du carburant sont offerts chaque semaine par la MONUSCO à la centaine d'éléments de la PNC affectés à la SOLIUV.

24 motos de marque « Yamaha DT » d'une valeur de plus de 120,000 dollars américains sont venues s'ajouter à ces efforts de la MONUSCO. Par ailleurs, deux « numéros verts » sont également opérationnels depuis ce vendredi 2 décembre 2016 à Uvira, don de la MONUSCO.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

La population appelée à collaborer avec la Police pourra ainsi les appeler (gratuitement) pour signaler tout fait délictueux dans la cité. Ce n'est qu'à ce prix que sera gagnée la lutte contre l'insécurité dans la cité d'Uvira, ont rappelé les responsables de la Police et les autorités présentes à la cérémonie officielle qui s'est déroulée à l'esplanade du Bureau du territoire d'Uvira.

Le même jour, cette délégation s'est rendue dans la Localité de Minembwe en territoire de Fizi, où 6 motos et un groupe électrogène ont été remis à la PNC dans le cadre du renforcement des capacités de la PNC. Les populations sorties nombreuses, malgré une pluie battante, ont réservé un grand accueil à la dite délégation pour manifester leur joie et leur reconnaissance à l'endroit de la MONUSCO et de l'Etat congolais, qui par ces gestes, œuvrent pour la sécurisation des personnes et de leurs biens.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions de protection des civils, UNPOL a effectué durant la période concernée: 21 missions dans 21 localités. A l'analyse de ces missions, il apparaît que la situation sécuritaire générale reste fragile du fait de l'activisme des groupes armés, des conflits intercommunautaires, du banditisme classique et de la situation socio-économique des populations.

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre des Stratégies Opérationnelles Intégrées de Lutte contre l'Insécurité à Beni et à Goma ont reçu au total, 151 appels ont été reçus sur les numéros verts. 43 interventions ont été effectuées et 16 individus ont été interpellés pour diverses infractions de droit commun.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 367 patrouilles de sécurisation dont 156 conjointes avec la Police nationale congolaise ont été effectuées. Par ailleurs, 7 check-points et 18 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

### **Activités de l'Equipe-Pays**

- **PNUD : Vernissage de l'exposition issue du concours « L'art au service de la lutte contre la pauvreté en RDC » et remise des prix aux lauréats**

Vingt-neuf œuvres dont 24 peintures et 5 sculptures et céramiques ont été présentées lors du vernissage de l'exposition « l'Art au service de la lutte contre la pauvreté » à l'Institut Français de Kinshasa ce mardi 6 décembre 2016.

Initiée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en collaboration avec l'Académie des Beaux-Arts, cette exposition est le couronnement d'un concours d'art lancé le 17 octobre 2016 à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté sous le thème « De l'humiliation et de l'exclusion à la participation : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes ».

Le vernissage a été marqué par la remise officielle des prix aux quatre étudiants lauréats. Cette activité permet de mettre en exergue les œuvres qui traduisent l'expression des jeunes Congolais et Congolaises sur la meilleure façon de lutter contre la pauvreté et l'exclusion en RDC. Elles reflètent les enjeux de l'exclusion en RDC, et plus spécifiquement les problèmes afférant à l'autonomisation des femmes, aux questions liées au développement, et à la lutte contre la stigmatisation associée au VIH/sida.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

L'exposition se tient à l'Institut Français de Kinshasa jusqu'au 14 décembre 2016.

- **Tenue à Kinshasa d'un séminaire sur la stratégie de priorisation de poursuite des crimes internationaux en RDC**

Avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des Cellules d'appui aux poursuites (CAP) de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le Conseil Supérieur de la Magistrature organise un séminaire sur la stratégie de poursuite des crimes internationaux en République Démocratique du Congo (RDC). Ce séminaire, qui aura lieu les 9 et 10 décembre 2016 à Kinshasa, a pour objectif de contribuer à la réduction de l'impunité des crimes par une action judiciaire plus adaptée et tenant compte de l'échelle des crimes et des ressources disponibles.

### Situation militaire

**(Par le Capitaine Yassine Kasim, Porte-parole militaire par intérim)**

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Toutefois, des activités négatives liées à l'activisme des éléments armés dans les provinces du **Kasaï et du Kasaï Central**, ont été rapportées pendant la période sous examen.

En effet, **dans la province du Kasaï**, des troubles consécutifs au meurtre de deux (02) agents des Forces de Sécurité congolaises par des éléments non identifiés dans la localité de Mbawu, située à 20 kilomètres au Sud de Tshikapa, ont été rapportés du 2 au 4 décembre 2016 à Tshikapa.

Des éléments, dont l'affiliation armée reste à déterminer, ont attaqué la ville de Tshikapa. Des renforts des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) déployés dans cette contrée, ont repoussé l'attaque de miliciens lancée contre les sites stratégiques, notamment l'aéroport de Tshikapa, et mis fin à cette insurrection le 4 décembre 2016.

Le bilan d'accrochages entre les Forces de Défense congolaises et les miliciens à Tshikapa et ses environs, reste à déterminer.

Par ailleurs **dans la province du Kasaï Central**, le 2 décembre 2016, le meurtre de quelques agents des Forces de Sécurité congolaises par des éléments de la milice "Kamuina Nsapu" dans la localité de Kabeya Lumbu, située à 35 kilomètres à l'Est de Kananga, a été rapporté.

Les FARDC ont projeté des renforts dans la région concernée, dans le but de mettre un terme à cette incursion.

**Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé**, la situation sécuritaire a été caractérisée par une résurgence d'activités négatives perpétrées contre les populations civiles par des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA).

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Cependant, les troupes coalisées FARDC-MONUSCO déployées dans cette partie du pays dans le cadre de l'opération dénommée « **Red Kite** » (**Cerf-volant rouge**), continuent de mener des activités militaires vigoureuses dans le but de neutraliser tous les groupes armés actifs.

**Dans la province de Haut-Uélé**, l'environnement sécuritaire reste perturbé par l'activisme des éléments de la LRA et ceux des milices sud-soudanaises, principalement dans les régions situées au Nord et au Nord-ouest du territoire de Dungu, mais aussi, sur l'axe Doruma-Bangalu.

Le 29 novembre 2016, des éléments supposés appartenir à la LRA ont attaqué la localité de Nambari, située sur l'axe Doruma-Bangalu, à approximativement 15 kilomètres au Nord de Duruma, et pillé des biens de valeur, avant de se retirer vers la partie septentrionale de Doruma.

Dans la nuit du 20 au 30 novembre 2016, quarante-cinq (45) éléments de la LRA armés d'AK-47 ont fait incursion dans les localités de Bakudangba, Namboli, Bangbalama, Nangume, Nawaku, pillé systématiquement les habitants, et kidnappé approximativement trente-cinq (35) d'entre eux pour porter les biens pillés.

Ces attaques ont provoqué le déplacement des populations civiles, notamment vers Doruma.

Sitôt alertés, des Casques bleus du bataillon Marocain de la Force de la MONUSCO et des troupes des FARDC déployés dans la zone, ont projeté des patrouilles conjointes dans les régions affectées, dans le but de contrer les attaques, traquer les assaillants, rassurer et protéger les populations civiles.

**Dans la province de Bas-Uélé**, le 29 novembre 2016, des éléments supposés appartenir à la LRA ont tué dans la région de Bondo, un (01) homme préalablement kidnappé le 16 novembre 2016 dans la localité de Kibangala, située à 40 kilomètres au Nord-ouest de Bondo-centre.

Informées, les troupes des FARDC basées dans la zone, ont lancé des opérations de bouclage et de ratissage dans le secteur, dans le but d'appréhender les assaillants, et d'interdire toute autre activité négative dans la région.

**En Ituri**, l'armée congolaise poursuit avec le soutien déterminant de la Force de la MONUSCO, les opérations contre les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dont de nouvelles exactions contre les populations civiles ont été rapportées pendant la période sous examen.

Le 29 novembre 2016, des éléments du FRPI ont bloqué l'axe principal Kagaba-Bavi à Rudjoko (environ 17 kilomètres au Nord-est d'Aveba), et pillé plusieurs individus ainsi que des motocyclistes.

Le même jour, des éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité d'Ozoba, située à environ 5 kilomètres au Sud d'Aveba, dans le but de piller les populations civiles.

Informées, des troupes d'intervention rapide des FARDC basées dans la région, sont intervenues et ont repoussé les assaillants avant qu'ils n'exécutent leur projet.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Le 1<sup>er</sup> décembre 2016, des troupes des FARDC ont été rapidement projetées dans la localité de Monobil, située à 4 kilomètres au Nord-est de Gety, dans le but de repousser l'incursion des éléments du FRPI.

Le 2 décembre 2016, des éléments du FRPI ont attaqué la localité de Monobi, située à 5 kilomètres au Sud de Gety, et tué un (01) garçon.

**Au Nord-Kivu**, la situation sécuritaire a été jugée globalement volatile, et caractérisée par la lutte contre le banditisme et l'activisme des groupes armés, ainsi que par la protection des déplacés par l'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, dans certains territoires de cette province.

Dans le territoire de Rutshuru, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO a dans le cadre de la protection des populations civiles et de leurs biens, initié des activités militaires dans le but de lutter contre la récurrence du banditisme dans certaines localités de ce territoire.

A cet effet, le 28 novembre 2016, des éléments armés non identifiés ont fait incursion dans la localité de Mutanda, située à 145 kilomètres au Nord-est de Rutshuru-centre, et pillé du bétail.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC ont immédiatement été déployées sur les lieux, engagé les assaillants et repoussé ces derniers.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2016, quatre (04) bandits armés ont pris position et tendu une embuscade sur l'axe Kalengera-Birum (10 kilomètres à l'Est de Rutshuru-centre).

Alertées par les populations locales, les troupes des FARDC sont intervenues rapidement, tuant l'un (01) des assaillants et repoussant les trois (03) autres.

Un (01) autre bandit armé ayant tendu une embuscade afin de piller des motocyclistes dans la localité de Biruma, située à 2 kilomètres au Nord-ouest de Katale, a été tué par des militaires des FARDC pendant la même période, et son complice repoussé.

Dans le territoire de Walikale, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, la lutte contre l'activisme des groupes armés.

Le 30 novembre 2016, des éléments armés appartenant au groupe Mayi-Mayi Cheka-Nduma Défense du Congo (NDC), ont attaqué et pillé la localité de Byungu, située à 80 kilomètres au Nord-est de Walikale-centre. Des troupes des FARDC sont intervenues et ont arrêté deux (02) assaillants.

Par ailleurs, la situation sécuritaire dans le territoire de Rutshuru, a également été marquée dans la localité de Luhanga, par le retour de déplacés suite au renforcement de mesures sécuritaires dans la région.

En effet, l'attaque lancée le 27 novembre 2016 contre la localité de Luhanga par des éléments du groupe Mayi-Mayi "Mazembe", a provoqué le déplacement de populations civiles vers Kanyabayonga et Rutshuru-centre.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Cependant, suite au renforcement de la sécurité dans la région par les Forces de Défense et de Sécurité congolaises ainsi qu'onusiennes, les déplacés ont pris l'initiative de retourner dans leur village.

Ainsi, le 2 décembre 2016, un premier groupe d'environ deux cents cinquante (250) individus est retourné à Luhanga.

En outre, une recrudescence d'activités négatives perpétrées par des éléments des groupes armés, a été rapportée dans la région de Nyamilima.

En effet, une augmentation significative d'exactions perpétrées dans la localité de Nyamilima et sa périphérie a été observée pendant la période sous examen, et provoqué le 30 novembre 2016, le meurtre du chef du groupement de Bambu par des éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi Nyatura, alliés aux Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).

Cet incident a poussé les populations locales à se déplacer vers les localités avoisinantes.

Au moins neuf (09) éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi actif dans la région de Nyamilima, et ayant engagé récemment les troupes des FARDC basées dans la région, ont été arrêtés à Nyamilima-centre, situé à 100 kilomètres au Nord-est de Goma.

Au chapitre des redditions dans la province, du 30 décembre 2016 à ce jour, quatre (04) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **un (01) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un (01) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo Rénové (NDC-R) et deux (02) du groupe Mayi-Mayi Simba.**

**Au Sud-Kivu**, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, continue de maintenir sous son contrôle la situation sécuritaire par la conduite des opérations initiées contre les groupes armés encore actifs.

A cet effet, le 2 décembre 2016, l'armée congolaise a engagé et repoussé dans la localité de Nyamoma, située à 12 kilomètres à l'Est de Sange, des éléments du groupe Mayi-Mayi "Bigaya".

**Au Tanganyika**, la situation sécuritaire demeure globalement volatile, particulièrement dans les régions affectées par des conflits interethniques entre les communautés Luba et Pygmées.

Les Forces de Défense et de Sécurité congolaises poursuivent, avec l'appui des troupes onusiennes déployées dans cette province, les activités militaires visant à mettre un terme aux attaques menées contre les populations civiles.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04